



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**

**Service Eau, Nature et Biodiversité  
Gestion des procédures environnementales**

**Décision après examen au cas par cas du 24 JUIN 2021  
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'Environnement**

**LE PREFET DU MORBIHAN**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, la nomenclature des installations classées et les articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** le décret du 10 juillet 2019 nommant M. Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2 et 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 15 février 2017 fixant les dispositions applicables, dans le département du Morbihan, à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine;

**VU** la preuve de dépôt du 21 juillet 2020 délivrée à l'EARL DU VIEUX SAINT YVES pour l'exploitation au lieu-dit « Vieux Saint Yves » 56 310 BUBRY d'un élevage de 21 000 volailles soit 21 000 animaux équivalents ;

**VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas daté du 18 mars 2021 relatif au projet de création d'un forage de plus de 50 mètres de profondeur déposé par l'EARL DU VIEUX SAINT YVES et considéré complet le 21 mai 2021 ;

**VU** les plans joints à la demande ;

**CONSIDERANT** que ce projet relève de la catégorie 27-a «forage d'une profondeur égale ou supérieure à 50 mètres» du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale à savoir:

- le projet ne nécessite pas d'aménagement des prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration sous les rubriques n° 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement car le projet sera situé à au moins 50 mètres des bâtiments existants ;

- le volume prélevé est estimé à 2500 m<sup>3</sup> (7 m<sup>3</sup>/j) pour un débit de 0,3 m<sup>3</sup>/h ;

- l'emplacement et la protection de la tête de forage permettent de prévenir les risques de pollution par les déjections animales notamment ;

- le site d'exploitation est situé hors zone classée Natura 2000 ;

**CONSIDERANT** qu'un dossier d'incidence au titre de la rubrique 1.1.1.0 en application des articles L.214-1 et L.214-3 du code de l'environnement sera déposé et comportera une analyse des impacts du projet sur la ressource souterraine, les eaux de surface, les zones humides ainsi que le patrimoine naturel ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les prescriptions générales applicables aux élevages soumis aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 2101-1, 2101-2, 2101-3, 2102 et 2111 permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1 :**

Le projet présenté par l'EARL DU VIEUX SAINT YVES sise au lieu dit «Vieux Saint Yves» 56310 BUBRY pour la création à cette adresse d'un forage est dispensé de la production d'une étude d'impact en application de la section 1<sup>er</sup> du chapitre II du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2 :**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes.

Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### **ARTICLE 3 :**

Cette décision, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes formé dans les mêmes conditions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié sur le site Internet de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le 24 JUI 2021

Le préfet,

Pour le préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire, de BUBRY
- M. le directeur départemental de la protection des populations, 32 boulevard de la Résistance, CS 92526, 56000 Vannes

